

Secrétariat général pour les affaires de Corse.
Plateforme régionale des achats de Corse

Accord cadre de prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) dans le cadre de travaux de rénovation ou de construction neuve au profit des services et établissements de l'État et des centres hospitaliers de Corse.

**RÈGLEMENT PARTICULIER DE LA CONSULTATION
(RC)**

Procédure de passation : appel d'offres ouvert
(Articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique).

Date et heure limites de remise des offres :

01 AOÛT 2025 A 17 HEURES

+ Annexe n° 1 relative aux modalités de la procédure dématérialisée

ARTICLE 1 POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est l'État.

Le marché est passé par le préfet de Corse représenté par le secrétaire général pour les affaires de Corse pour le compte du groupement de commande.

Les services et établissements de l'Etat, les centres hospitaliers de Corse se sont constitués en groupement de commandes dans le cadre de l'article L2113-6 du code de la commande publique pour coordonner leurs besoins communs dans le domaine des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (A.M.O) dans le cadre de travaux de rénovation ou de construction neuve et passer un accord-cadre commun.

En application de l'article L2113-6 du code de la commande publique, cet accord-cadre est passé par le préfet de Corse représenté par le secrétaire général pour les affaires de Corse pour le compte des services et établissements de l'Etat, et des centres hospitaliers de Corse listés à l'article 1.1 du CCAP.

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 Objet de la consultation

L'accord-cadre a pour objet d'aider le maître d'ouvrage à définir, piloter et exploiter un projet. Il a un rôle de conseil et, ou d'assistance, et de proposition, le décideur restant le maître d'ouvrage dans le cadre de travaux de rénovation ou de construction neuve.

2.2 Durée du marché et date de démarrage

Le marché est passé pour une période ferme d'un an à compter de la date de démarrage fixée dans sa notification (date prévisionnelle de démarrage prévue en septembre 2025).

La reconduction est tacite. Elle est limitée à trois fois 12 mois. La durée totale du marché ne pourra dépasser 4 années.

La décision de non reconduction fait l'objet d'une notification aux titulaires au moins trois mois avant la date d'échéance du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception.

2.3. Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront effectuées en Corse-du-Sud et Haute-Corse dans les bâtiments et les locaux et potentiellement dans tout nouveau bâtiment des services et établissements rattachés au marché. Les prestations concernent des sites administratifs des services de l'État, hors ministère des Armées, ainsi que les établissements publics, et les centres hospitaliers, membres du groupement de la région corse.

2.4 Allotissement

Le marché est alloti en deux lots selon l'article L 2113-10 du CPP.:

Lot 1 : missions d'AMO pour les sites de Corse-du-Sud

Lot 2 : missions d'AMO pour les sites de Haute-Corse

Les candidats peuvent soumissionner à un seul lot, à plusieurs lots ou à tous les lots.

2.5 Clause sociale

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il est décidé de faire application des dispositions des articles L. 2111-1 et L. 2112-2 du CCP, en incluant, dans le cahier des clauses administratives particulières de ce marché public, une clause d'insertion obligatoire.

Le titulaire du marché devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières pour les opérations de travaux d'un montant supérieur à 1 million d'€ HT.

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) précise quels sont les publics éligibles au dispositif, les différentes modalités de mise en œuvre et de contrôle de son exécution.

2.6 Considérations environnementales

Ce marché public prévoit une clause environnementale (article 16 du CCTP).

ARTICLE 3 : PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

3.1 Procédure de passation

La procédure utilisée est un appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique.

3.2 Forme du marché

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans remise en concurrence, sans montant minimum et avec un montant maximum exécuté en application des articles R 2162-1 et suivants du code de la commande publique. Le montant maximum est de 1 000 000 € HT/an pour chaque lot.

3.3 Prestations similaires

Chaque lot pourra faire l'objet ultérieurement d'un marché similaire dans les conditions de l'article R2122-7 du code de la commande publique sans que l'augmentation du nombre de sites puisse excéder 50% de chaque lot.

ARTICLE 4 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

4.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- › le présent règlement de la consultation et son annexe 1;
- › le BPU (bordereau des prix unitaires) de chaque lot ;
- › les actes d'engagements de chaque lot;
- › le cahier des clauses administratives particulières du marché et ses deux annexes ;
- › le cahier des clauses techniques particulières du marché et ses deux annexes.

4.2 Modalités de retrait du dossier de consultation.

Le dossier de consultation est mis à disposition des opérateurs économiques sur le site en ligne : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

4.3. Modification des documents de la consultation

L'administration se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation au plus tard 6 jours calendaires avant la date fixée pour la remise des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.4. Questions/Réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) au plus tard 3 jours calendaires avant la date limite de remise des offres :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 5 CANDIDATURES

5.1 Interdiction de soumissionner

Conformément aux dispositions des articles L2141-1 et suivants du code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Le candidat précisera dans le DC1 ou le DUME (Document Unique de Marché Européen) qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il doit en informer, sans délai, l'acheteur.

5.2 Présentation de la candidature

5.2.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un DUME électronique, disponible depuis cette adresse : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles via : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

5.2.2 Candidature hors DUME avec les formulaires DC1 et DC2

Les candidats doivent transmettre les documents suivants :

- formulaire DC1 ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'entreprises, le formulaire DC1 sera complété par chaque membre du groupement ;
- Déclaration (formulaire DC2) ou équivalent, dûment rempli et daté.

Un « modèle » de DC1 et de DC2 est annexé au dossier de consultation des entreprises.

5.3 Justificatifs et moyens de preuve à transmettre concernant l'aptitude et les capacités du candidat

Les candidats transmettent les justificatifs et moyens de preuve concernant leurs aptitudes et capacités.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Les justificatifs sont fournis à tout moment de la procédure, à la demande de l'acheteur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Voici la liste des éléments à fournir :

- Une lettre de candidature (formulaire DC1 ou DUME) complétée dans toutes ses rubriques, datée et signée ;
- Une « déclaration du candidat » (formulaire DC2 ou DUME) complétée dans toutes ses rubriques, datée et signée ;
- Le cas échéant, les pouvoirs de la personne signataire de l'offre si elle n'est pas un représentant légal de l'entité candidate ; le cas échéant, une copie du jugement prononçant le redressement judiciaire.
- Une attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile et entrant dans le cadre de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) et d'une façon générale d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- Une déclaration du candidat concernant le chiffre d'affaires annuel du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre, portant sur les trois derniers exercices ;
- Une déclaration mentionnant, pendant les trois dernières années, de manière synthétique :
 - les effectifs moyens annuels du candidat,
 - en particulier les effectifs du personnel d'encadrement en charge des missions de conduite d'opérations ;
- Présentation d'une liste des principales références pour les prestations objet de l'accord-cadre, obtenues au cours des trois dernières années, en indiquant les montants, la date et le nom du maître d'ouvrage. Les prestations sont prouvées par des attestations du maître d'ouvrage, ou à défaut, par une déclaration du candidat.
- Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants, ou tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États membres ou du niveau d'expérience suivante que les candidats doivent posséder. Toute preuve est acceptée (attestation de formation, diplômes ou références de projet) :
- Au sens des articles R2142-2 et R2142-13 du Code de la commande publique, il est demandé des compétences dans les domaines suivants :
 - Compétence couvrant l'ensemble des corps d'état techniques (structure, génie climatique, électricité : courants forts, courants faibles) ;
 - Compétences techniques spécialisées en isolation thermique ; accessibilité des bâtiments ; sécurisation d'un bâtiment ; sécurité incendie ;
 - Compétence en économie de la construction ;
 - Compétence en programmation générale ;
 - Compétence en conduite d'opération et management de projet ;
 - Compétence dans les aspects réglementaires et financiers du droit de la commande publique

- Compétence amiante.

5.4. Examen de la candidature

La capacité professionnelle, financière et technique de chaque candidat, liée et proportionnée à la bonne exécution du marché, est examinée au regard des renseignements et documents qu'il fournit notamment dans le formulaire DC2 (ou DUME) de déclaration du candidat.

L'appréciation de ces capacités pour un groupement est globale.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché seront éliminées.

5.5 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

La forme de groupement retenue est libre (conjoint ou solidaire). Elle devra impérativement être précisée dans le DC1 (ou DUME), à défaut le groupement sera présumé solidaire.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Un opérateur économique pourra être membre de plusieurs groupements momentanés d'entreprises.

5.6 Interdiction pour l'attributaire de l'accord-cadre régional de maîtrise d'œuvre de candidater au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la préfecture

L'attributaire de l'accord-cadre régional de maîtrise d'œuvre piloté par la préfecture ne pourra pas candidater au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le même périmètre géographique (s'il est titulaire seulement du lot Haute-Corse, il pourra par exemple soumissionner pour le lot Corse-du-Sud).

En cas de groupement momentané d'entreprises, cette interdiction ne vaut que pour le mandataire du groupement, compte tenu du nombre réduit de prestataires en Corse.

ARTICLE 6 CONTENU DES OFFRES.

6.1 L'offre, doit impérativement comporter pour chaque lot :

L'offre du candidat doit comporter les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (BPU) signé ;
- Un mémoire technique établi selon l'article 6.5 du présent règlement de la consultation, qui décrit notamment les modalités d'organisation et d'intervention du prestataire ;
- Les moyens humains du candidat affectés au marché (effectif précisant les moyens d'encadrement et le niveau de qualification **avec CV de chaque intervenant et de chaque personnel administratif. Chaque CV devra indiquer le lieu de résidence du personnel**).

Ces documents doivent être fournis pour chaque lot et pour l'offre de base et en autant d'exemplaires supplémentaires qu'il y a de variantes proposées.

6.2 Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 250 jours à compter de leur transmission par le candidat.

6.3 Langue devant être utilisée dans tous les documents.

Tous les documents de l'offre sont impérativement rédigés en langue française.

Le cas échéant, les documents en langue étrangère devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

6.4 Unité monétaire.

L'unité monétaire est l'euro.

6.5 Contenu du mémoire technique

Le candidat doit produire un mémoire technique spécifique, pour chaque lot et dont les réponses sont présentées en respectant l'ordre des rubriques ci-dessous :

A) Organisation des prestations (30 points / 60)

	Qualité recherchée
Description de l'organisation du travail, des liens avec le maître d'ouvrage, de la gestion des opérations simultanées. Une attention particulière devra être apportée sur les modalités de coordination de l'équipe proposée. (noté sur 30 points).	Adéquation de l'organisation de l'A.M.O avec les caractéristiques du présent marché et notamment la contrainte de réactivité.

B) Moyens humains affectés aux prestations (20 points / 60)

	Qualité recherchée
- La qualité de l'équipe affectée au marché, principalement pour le personnel technique de niveau ingénieur ou du niveau de compétence équivalent, spécialisés dans les domaines concernés (sur 15 points), - Le nombre et la qualité du personnel administratif (noté sur 5 points).	Qualité et niveau des moyens humains affectés à l'exécution du marché

C) Mesures pour limiter les émissions de CO² (10 points/60)

	Qualité recherchée
Moyens mis en œuvre pour limiter les émissions de CO ₂ (noté sur 10 points) telles que : <ul style="list-style-type: none">- Moyens de transport des intervenants- Modalités de traitement des déchets : tri et suivi- Utilisation d'équipement/matériaux issus du réemploi- Formation éventuelle des salariés aux exigences environnementales etc...- Autres actions pertinentes ou innovantes en faveur du développement durable. Une attention particulière sera portée sur les modalités de suivi de ces actions et tous moyens permettant de justifier de leur efficacité.	Limitation des émissions de CO ₂ .

Livrables : L'ensemble de ces éléments pourra être illustré notamment via des exemples de livrables (liste non exhaustive) :

- Modèle de compte-rendu,
- Plannings avec jalons, chemin critique,
- Tableau de consolidation des aléas techniques et modifications fonctionnelles qui ont une incidence financière sur le bilan prévisionnel du montant prévisionnel d'une opération,
- Modèles de supports de module de formation et de communication dans la phase d'accompagnement des maîtres d'ouvrage, postérieure à la réception des travaux.

6.6 Variantes

Les variantes sont admises.

Elles ne pourront pas porter sur :

- L'interdiction pour le titulaire de l'accord-cadre régional maîtrise de soumissionner à l'accord-cadre AMO dans le même périmètre géographique.

ARTICLE 7 MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS ET DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS.

7.1 Date et heure limites de réception des plis

Les plis devront être transmis avant le 1er août 2025 à 17 heures 00

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui seront reçus ou remis après ces dates et heures ne seront pas ouverts.

Les plis et la copie de sauvegarde parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

7.2 Condition de transmission des plis

Il n'y a pas de possibilité de remise d'offres papier.

Le dépôt électronique des plis s'effectue **exclusivement** sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'Etat, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

La signature électronique n'est pas obligatoire.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la plate-forme des achats de l'Etat notamment, ne pas [répondre@marchés-publics.gouv.fr](mailto:repondre@marches-publics.gouv.fr) ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

7.3 Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

7.4 Antivirus :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

ARTICLE 8 JUGEMENT DES OFFRES.

8.1. Jugement des offres.

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues notamment aux articles R2152-1, R 2152-6 et R2152-7 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur élimine les offres non conformes à l'objet de la présente consultation. A ce titre, sont éliminées sans être étudiées les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, étant précisé que :

- une offre *inappropriée*, apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre,
- une offre *irrégulière*, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation,
- une offre *inacceptable*, est une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

L'appréciation de la valeur technique pour un groupement momentané d'entreprises est globale. En cas de sous-traitance déclarée au stade de la remise des offres et formalisée par un DC4 signé, les moyens du sous-traitant seront pris en compte dans l'analyse de la valeur technique.

8.2 Critères de choix des offres et modalités de notation

Les offres des candidats admis à l'analyse seront notées pour chaque lot sur la base des critères de choix suivants :

- **Prix des prestations** : **40 %**
- **Valeur technique de l'offre** : **60 %**

8.3 Prix des prestations

Le prix des prestations noté sur 40 points sera noté de la manière suivante :

Tarifs des missions de conception les plus courantes (sur 25 points)

Postes A2, A4, A8, A12, A16, A20, A24, A28, A32, A36 du bordereau des prix, calculé selon la formule suivante :

Note de l'offre jugée = Prix de l'offre conforme la moins-disante du cumul des postes A2, A4, A8, A12,

A16, A20, A24, A28, A32, A36 du bordereau des prix / Prix de l'offre jugée du cumul des postes A2, A4, A8, A12, A16, A20, A24, A28, A32, A36 du bordereau des prix x 25

Tarifs des missions de réalisation les plus courantes (10 points)

Postes B1, B2, B6, B10, B14, B18, B22, B26, B30, B34, C1, C2, C6, C10, C14, C18, C22, C26 du bordereau des prix (10 points) calculé selon la formule suivante :

Note de l'offre jugée = Prix de l'offre conforme la moins-disante du cumul des postes B1, B2, B6, B10, B14, B18, B22, B26, B30, B34, C1, C2, C6, C10, C14, C18, C22, C26, C30, C34 / Prix de l'offre jugée du cumul des postes B1, B2, B6, B10, B14, B18, B22, B26, B30, B34, C1, C2, C6, C10, C14, C18, C22, C26, C30, C34 du bordereau des prix x 10.

Tarifs des prestations supplémentaires (5 points)

Postes D1 + D2 du bordereau des prix (5 points) calculé selon la formule suivante :

Note de l'offre jugée = Prix de l'offre conforme la moins-disante du cumul des postes D1 + D2 / Prix de l'offre jugée du cumul des postes D1 + D2 x 5

8.3 Valeur technique

Elle sera notée sur 60 points à partir des trois éléments suivants :

- 1°) Les méthodes d'organisation prévues pour exécuter la prestation décrite dans le mémoire technique (30 points)
- 2°) Les moyens humains affectés aux prestations (20 points) ;
- 3°) Les moyens pour limiter les émissions de CO₂ (10 points) ;

Les sous-critères seront appréciés notamment à partir du mémoire technique produit par les candidats.

La grille de notation est précisée dans l'article 6.5 du règlement de consultation.

Pour ces deux sous-critères, les candidats devront plus particulièrement démontrer dans leur organisation leur efficacité et capacité de réactivité.

ARTICLE 9 PIÈCES À FOURNIR PAR LES CANDIDATS AUXQUELS IL EST ENVISAGÉ D'ATTRIBUER LES LOTS DU MARCHE

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir dans un délai fixé, dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- attestation de régularité fiscale de moins de l'année en cours ;
- attestation de versement régulier des cotisations sociales de moins de six mois ;
- un extrait K ou Kbis ou équivalent ;
- un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal
- les attestations d'assurance (responsabilité civile et décennale)
- en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12 du code du travail et relatives aux travailleurs détachés ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail et relatives aux travailleurs étrangers.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

ARTICLE 10 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.

Renseignements:

Plateforme régionale achats de Corse

M. François LE BON

Secrétariat général pour les affaires de Corse

Tel : 04 95 11 13 04 ou 04 95 11 13 46 ou 06 18 64 55 98

Mail : francois.le-bon@corse.gouv.fr

ANNEXE N° 1 RELATIVE AUX MODALITES DE LA CONSULTATION DEMATERIALISEE

Dans les pages suivantes, nous faisons référence au site www.marches-publics.gouv.fr . Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Les soumissionnaires auront la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le dossier de consultation des entreprises, poser des questions à son propos, déposer leur offre et être tenus informés des rejets éventuels.

Le soumissionnaire devra se référer aux pré requis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponible sur le site www.marches-publics.gouv.fr pour toute action sur ledit site. Un manuel d'utilisation y est également disponible afin de faciliter le maniement de la plate-forme.

A. Certification :

La candidature et l'acte d'engagement doivent être signés par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au référentiel intersectoriel de sécurité et référencé sur la liste établie par la ministre chargé de l'économie, des finances et de l'emploi disponible sur le site www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/

B. Retrait du dossier de consultation des entreprises :

Les candidats agréés peuvent retirer le DCE à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr à l'aide du mot de passe qui leur a été attribué par la plate-forme de dématérialisation. L'attention des sociétés est appelée sur le fait qu'il n'est pas possible à l'administration d'émettre un nouveau mot de passe en cas de perte.

Pour ce faire, les soumissionnaires devront renseigner un formulaire d'identification. A cet effet, ils fournissent le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certaine **et pour toute la durée de la procédure** une correspondance électronique, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

C. Dépôt de l'offre :

Les offres transmises par voie électronique doivent être signées par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique ; le certificat électronique utilisé pour ces signatures doit être reconnu par la procédure électronique et détenu par une personne ayant la capacité pour engager le soumissionnaire dans le cadre de la présente consultation.

Il est rappelé que les offres sont déposées jusqu'à la date limite figurant dans l'avis de marché et ce, quel que soit le mode de dépôt. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de ce délai sera considéré comme hors délai.

Format des fichiers :

Le soumissionnaire est invité à :

- Utiliser les formats « .doc », « .xls », « .pdf », « .ods », « .odt »,
- A ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe »
- A ne pas utiliser certains outils, notamment les macros.

Dans le cas d'un fichier incompatible avec les logiciels de l'administration, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au soumissionnaire l'envoi du document par tout moyen à sa convenance dans un délai de 48 heures.

Anti-virus :

Les soumissionnaires s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas

de virus. Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu. Le soumissionnaire en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

D. Copie de sauvegarde :

Le candidat qui transmet son offre sous la forme dématérialisée peut adresser également au pouvoir adjudicateur une copie de sauvegarde présentée sur support papier ou support physique électronique et envoyée dans les mêmes délais.

La copie de sauvegarde est transmise sous pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ». Elle sera ouverte sous réserve d'être parvenue dans les délais:

- Si un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique,
- ou bien si une candidature ou une offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur.

E. Remarques complémentaires :

- les avis d'appels publics à la concurrence en ligne sont consultables librement sans aucune contrainte d'identification.
- l'administration s'engage sur l'intégrité des documents mis en ligne. Ces mêmes documents sont disponibles imprimés sur papier et conservés dans les locaux du secrétariat général du pouvoir adjudicateur et dans ce cas sont les seuls faisant foi sous cette forme.
- les soumissionnaires disposent de documents disponibles sur le site :
 - 1) manuel d'utilisation
 - 2) conditions générales d'utilisation
 - 3) pré requis techniques

Ces documents décrivant l'utilisation du site www.marches-publics.gouv.fr font partie intégrante du règlement de consultation.

- le retrait des documents électroniques n'impose pas au soumissionnaire de déposer électroniquement son offre, et inversement.